L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 NOVEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI 6 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan — Bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy, rue Lafayette, entre Camp et Magazine—Café.

Par O. Vaiseton, au Nos 56 et 57 rue des Magasins— Raisins et limons.

Par Hoffman, Marks & Co. aux Nos 36 de la rue de Chartres —Linge de chemisets, lingerie de messieurs, chapeaux, casquettes et sacs.

Par Vilsant & Co. — Marchandises sèches, étt intéressant du pays.

ATTENTION !

Café. Café. Café.— Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Jeudi, 6 Novembre 1873.

OPERA. Les Huguenots, grand opera de Meyerbeer.

ACADEMIE.— The Child Stealer, drame.

FRANCE.

LA QUESTION GOUVERNEMENTALE.

L'Assemblée nationale s'est réunie, hier, à Versailles, et a écouté la lecture du message du maréchal Mac Mahon qui fait sentir la nécessité de constituer un pouvoir plus fort pour rétablir la confiance et défendre la société.

Après la lecture de ce message qui a été fort applaudi par la droite, motion a été faite de conférer au maréchal Mac-Mahon le pouvoir Exécutif pour 10 années. M. Eschasseriaux a demandé l'appel au peuple.

M. de Goulard a demandé l'urgence pour la motion de la droite. M. Thiers et M. Dufaure s'y sont opposés en vain, et le second a fait une motion qui a été rejetée par 362 contre 348.

On trouvera dans nos dépêches de la quatrième page le message du maréchal Mac-Mahon et les détails de la discussion qui a suivi.

Réduction de la Dette de la Ville.

Dans la dernière séance du Conseil, le maire Wiltz a communiqué aux administrateurs un plan pour la réduction de la dette municipale. Par ce plan la dette, qui s'élève aujourd'hui à $22,345,978, serait réduite à $13,817,966, et les intérêts qui sont de $1,329,433 seraient réduits à $829,079 18. La mesure est importante et vaut la peine qu'on l'examine. Nous avons toujours pensé nous-même qu'il faudrait en venir là non seulement pour rétablir le crédit de la ville mais encore pour faire un acte de justice commandé par la raison et la morale. Réduire la dette, c'est véritablement faire cesser le brigandage mis en pratique par des hommes qui n'avaient rien et qui gouvernaient contre ceux qui avaient quelque chose et qui ne gouvernaient pas ; réduire la dette, ce n'est pas rendre le bien qu'on a pris et qui ne reviendra pas à ceux qui l'ont perdu, mais c'est empêcher seulement qu'on ne prenne le reste ou qu'on ne dépouille entièrement ceux auxquels il reste encore quelque chose. Voilà ce que c'est que la réduction de la dette.

Mais pour faire un acte de justice, il ne faut pas employer des moyens qui soient injustes ; il ne faut pas pour sauver les uns ne perdre les autres ou faire de nouvelles victimes. Tout le monde est d'accord à cet égard. Nous avons, quant à nous, posé un principe régulateur en cette matière et d'après lequel toute dette qui n'a pas été contractée dans l'intérêt de la ville ou de l'Etat doit être abolie.— On sent bien que nous ne pouvons ici prendre la défense du droit des fripons contre le droit des honnêtes gens. Piller un pays légalement, ce n'est pas moins le piller, et pour faire cesser le pillage il faut nécessairement mettre un terme au droit en vertu duquel le pillage a été organisé. Un droit pareil ne peut avoir de base que dans l'impuissance de ceux qui le subissent ; il tombe le jour même où la force lui manque pour être appliqué.

Nous paraissons être arrivés au moment où ce droit, qui est celui du plus fort, doit tomber parce que non seulement il n'a plus d'appui ni de soutien, mais encore parce que sa base principale lui fait défaut. La source des revenus a tari, on ne peut rien tirer de rien, et sous ce point de vue la propriété a été détruite. Par quoi a-t-elle été détruite ? par la dette. Comment pourrait-elle se relever ? par l'abolition ou une grande réduction de la dette. Cela est clair; cela est incontestable, et cela nous ramène au plan de réduction dont il s'agit. D'après ce plan, la dette ne serait plus estimée qu'à sa valeur actuelle, c'est-à-dire que la ville ne serait plus asservie à un payement d'intérêt qui n'est pas en rapport avec la dépréciation des titres de rente. Chaque titre de rente a son prix sur le marché; pourquoi la ville le payerait-elle plus qu'il ne vaut, c'est-à-dire plus qu'il n'est coté ?

Plusieurs de ces titres valaient beaucoup plus avant l'avènement de l'ordre radical et ces titres viennent d'une époque où le public légal n'était pas constitué en principe comme aujourd'hui. Il n'est perdu comme toutes les autres propriétés et nous ne voyons pas pourquoi ils pourraient échapper à la baisse plutôt qu'un lot de terre, une maison ou tout immeuble de quelque nature qu'il soit. Le rentier n'a pas défendu le propriétaire; au contraire, il a vécu et il vit à ses dépens depuis cinq ou six ans; le propriétaire n'a donc pas aujourd'hui à défendre le rentier et c'est au tour du rentier à payer comme le propriétaire. Il ne faut donc pas exciper de la légitimité de ces titres. Quelque légitimes qu'ils puissent être ils ne peuvent l'être plus que le toit qui abrite encore l'orphelin à son berceau ou le vieillard s'acheminant vers la tombe.

Cette égalité de légitimité admise, ainsi que la valeur de notre principe en matière de dette, le tableau de réduction communiqué au Conseil de ville par le maire Wiltz est tout à fait acceptable, à une exception près dont nous parlerons, parce que l'équité le commande. Cette exception concerne plus des trois quarts de la dette constituée en 5 00. Cette dette s'élève actuellement à $1,729,400; par la réduction générale fondée sur la baisse des valeurs courantes, elle ne serait plus que de $881,994, puisqu'elle se vend à 51, terme moyen. De toutes les dettes, c'est celle qui perdrait le plus, car il n'y en a pas une dont la cote soit aussi faible. Mais nous nous hâtons de dire que cette cote n'est pas une baisse. Elle est le prix primitif. Ce prix a même haussé et non baissé. Pourquoi ? Parce que sur ce chiffre de $1,729,400, il y a près de $1,400,000 qui proviennent de l'achat des Water-Works par la ville.

L'usine fut achetée en bons de $100, la ville ne pouvant payer différemment et ses bons ne portant que cinq pour cent d'intérêt jusqu'au payement du capital, après un laps de 25 années. L'intérêt ayant été servi déjà pendant trois ans, il reste encore 22 ans à courir, ou 22 ans pendant lesquels l'intérêt au 5 pour cent devra être payé semestriellement. Par conséquent la valeur des bons a fait plus que se maintenir ; ils se sont vendus jusqu'à 55 et maintenant ils sont encore au-dessus du prix d'émission d'intérêt, puisqu'ils sont à 51.

La bonne tenue des bons des Water-Works s'explique facilement par leur origine. Ils ne proviennent pas d'emprunt, mais d'une dette contractée pour une valeur acquise, et qu'il faut payer, la ville ne pouvant, pas plus qu'un particulier, avoir les choses pour rien. Si elle doit $1,400,000 pour l'usine dont il est question, elle a au moins cette usine et elle en tire un revenu bien supérieur à l'intérêt qu'elle paye. C'est donc là une dette légitime et conforme au principe que nous avons posé, de ne donner rien pour rien et de ne s'endetter que pour ce qui profite. Si toutes les dettes de la ville ressemblaient à celle-ci, la ville serait immensément riche, puisqu'elle aurait des valeurs représentatives et productives pour tout ce qu'elle doit.

La dette contractée pour l'achat des Water Works est donc sacrée et à l'égal d'un prix de vente. Elle est affectée du privilége de l'ancienne compagnie, et si la ville voulait modifier le titre de la compagnie, chaque actionnaire pourrait intenter à la ville un procès qu'elle perdrait infailliblement. Du reste, elle pourrait se libérer de son obligation en rendant l'usine des Water Works à la compagnie qui est prête à la reprendre à des conditions de forme très avantageuses pour le public. Nous reviendrons incessamment sur cette question de réduction de la dette municipale, qui est bien certainement une des plus importantes de ce temps-ci.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — C'est aujourd'hui que les habitués de l'Opéra sont invités à souhaiter la bienvenue aux artistes de notre nouvelle troupe d'opéra. Pour peu que le temps redevienne favorable nous nous attendons à voir la salle comble, en dépit de la dureté des temps, car c'est une tradition à laquelle tout amateur de bonne musique voudra rester fidèle. Nous avons déjà indiqué les noms des artistes qui débuteront et il ne nous reste qu'à donner rendez-vous à l'Opéra à nos lecteurs et à nos lectrices. Rappelons que la représentation commence à sept heures.

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.—On verra plus loin une annonce de M. P. Mallard, dont tout le monde connaît le brillant établissement rue Royale, 53 & 55. M. Mallard a compris, avec raison, que, dans ce temps de débacle, il devait ajouter une base nouvelle à à ses affaires, et ne plus compter exclusivement sur la plus riche clientèle. Il aura donc désormais dans son magasin et ses vastes dépendances, des assemblements ordinaires à des prix on ne peut plus modérés. La fabrication de ces meubles à bon marché n'en sera pas moins supérieure et les matériaux n'en seront pas moins de première qualité. Voyez l'annonce où plusieurs prix sont indiqués.

NOTICE D'ASSESSEMENT.—Nos 150 et 151. Voyez à la colonne des notices spéciales, la mort de D. J. Fleury et de Richard England—Payable au bureau de la "MUTUAL AID AND BENEVOLENT LIFE INSURANCE ASSOCIATION" de la Louisiane, rue du Camp No 19.

☞ Pardessus et Costumes de jeunes garçons et d'enfants, chez B. T. Walshe, 110, Canal. ☜

LA GELÉE AUX ATTAKAPAS.—Nous lisons dans le numéro du 29 octobre du *Cotton Boll*, de Vermillionville :

Nous avons eu, la nuit dernière, une gelée plus que blanche ; il y avait une légère de glace sur l'eau qui se trouvait dans des vases séjournant ordinairement dans les cours.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Procès Socha & Co.

Cet interminable procès a été continué, hier matin, devant la Cour Criminelle. M. Field, pseudo-avocat général de l'Etat, avait préparé ses batteries à l'avance et il a ouvert le feu, en introduisant la tendre moitié de Schonhausen, une blonde sirène, ex-habitante de l'ex-Palais de Cristal, au temps de sa splendeur.

La compagne d'infortune du complice de Socha, s'est assise majestueusement sur la banc des témoins et a fait la déclaration suivante, malgré les protestations des avocats de la défense, messieurs Rogers et Dalsheimer:

Elle est venue en cour de son plein gré et sans contrainte, par ce que, sachant que Socha est aussi coupable que son mari, elle ne veut pas que l'un soit condamné sans l'autre.

Elle ne se trouvait pas au Palais de Cristal, dans la nuit où Keith a été dépouillé; mais le lendemain matin, Haberlin est venu voir son mari chez elle, au No. 47 de la rue Dauphine. Schonhausen lui a remis un billet de banque de $1,000.

Haberlin lui a demandé quelle serait sa part. Schonhausen a répondu $250. Le premier a dit alors qu'il ne fallait pas parler de ce partage à Socha, et tous les deux sont sortis pour aller chercher de la monnaie chez un changeur.

Après l'arrestation de son mari et son incarcération, Socha a visité celui-ci à la prison de paroisse et lui a demandé d'avouer que lui seul, — Schonhausen, — était coupable, lui promettant, s'il consentait, de lui obtenir son pardon.

Socha s'est plaint aussi de ce que Schonhausen ne lui avait rien dit du billet de $1000. Il a dit que s'il avait eu connaissance de ce fait, il aurait fait partir Keith pour St. Louis.

Le témoin a déclaré, en terminant, qu'elle n'avait dit que la vérité et, que son seul but était de dévoiler tout le secret, puisque Socha prétendait que son mari était le seul coupable.

Après Mdme Schonhausen, l'illustre Schonhausen lui-même, a été conduit au banc des témoins ; mais, les avocats de la défense ont protesté et le juge Abell leur a donné raison. Schonhausen ne pouvait servir de témoin après avoir été condamné. Pour que son témoignage fut valable, il fallait qu'il fût gracié.

Une véritable dispute s'est engagée alors entre les hommes de loi des deux parties, à tel point, qu'on a pu croire un moment, qu'oubliant le respect dû à la majesté de la justice, ils allaient se jeter à la tête des livres et des encriers. Heureusement, cependant, ils ne se sont jetés que des phrases à la face, et, après avoir crié et gesticulé comme des fous, pendant plus d'une heure, ils se sont arrêtés, à bout de respiration.

M. Hart a été le second témoin. Il a déclaré que Socha était venu à son bureau, après que Haberlin et Schonhausen avaient obtenu du change pour leur billet de $1000, et qu'il lui avait demandé des détails sur cette transaction. Il a refusé d'en donner, parce que toutes les affaires qu'on lui porte sont strictement confidentielles.

La liste des témoins à charge étant close, les avocats de la défense ont appelé le juge Stone, de la Cour Municipale, qui a déclaré qu'il connaissait Haberlin depuis dix ou douze ans, et qu'il l'avait toujours considéré comme un honnête homme. Le juge Stone ne sait rien relativement à Socha.

Deux autres témoins ont assuré que Haberlin est un honnête homme et qu'il jouit d'une bonne reputation. Deux autres encore, disent autant de Socha.

La femme Hansley, qui a été employée au Palais de Cristal, a déclaré qu'elle se trouvait dans l'établissement le soir où Keith a été dépouillé. Socha n'est tenu jusqu'à une heure et demie du matin dans l'appartement au rez-de-chaussée.

Mme Schonhausen demeure dans la même maison que la femme Hansley. Elle a dit à celle-ci que si son mari devait être condamné, elle ferait condamner aussi Socha et tous les autres.

Questionnée par M. Field, elle a dit qu'elle ne savait pas ce que Socha avait pu faire après son départ.

M. Kathman, le dernier témoin examiné hier, a dit que Socha avait été avec lui à la banque Germania, pour toucher un check de $75. Ce montant lui était dû par Socha pour la caution qu'il avait signée.

C'est probablement lui, qu'un officier du service secret a pris pour Keith.

La Cour s'est ajournée alors et le procès sera continué ce matin.

Clinton dans un guépier.

Le pseudo-juge Hawkins de la cour de fabrique radicale, dite Supérieure, a lancé une injonction contre le sieur Clinton, pseudo auditeur de l'Etat, pour le forcer à payer aux différents juges du district le salaire mensuel qui leur est dû.

Il paraît que Clinton est économe..... pour les autres ; mais, il a eu le tort de se mettre à dos tout son parti.

Il a pris ses amis les radicaux par leur seul côté sensible, la bourse. Qu'il prenne donc garde, ou ils lui feront payer cher sa parcimonie.

Un voleur des plus hardis.

Hier matin, l'honorable juge Gernon, présidant la Cour municipale du Premier District, a condamné un malheureux quidam, qui avait eu le tort de commettre quelque méfait (à payer la somme de $7 50 pour pénitence.

Le personnage, confus et repentant, a tiré sa bourse et a compté au greffier Tucker sept dollars et cinquante cents, puis, il s'est retiré, pourvu d'une absolution pleine et entière.

Mons Tucker a posé l'argent sur son bureau et s'est remis à écrire avec énergie, étant fort occupé dans le moment.

Un voleur, qui avait suivi des yeux tout ce manége, s'est approché sur la pointe des pieds et a enlevé lestement les $7 50 sous le nez même du greffier.

On voit d'ici la tête de ce fonctionnaire, lorsqu'il a voulu reprendre son argent.

Arrestation d'un Ku-klux nègre.

Caïn Sartain, qui s'est mis à la tête d'une bande de nègres pour attaquer le *Frank Pargoud*, à "Goodrich Landing" il y a plus d'une semaine, a été arrêté par un député-marshal des Etats-Unis, nommé Monday, et conduit devant la Cour du commissaire Weller.

Caïn Sartain, qui appartient à la clique de Kellogg, est un bandit de la pire espèce. Il se croit tout permis, depuis qu'on l'a dit que le gouvernement usurpateur dont il maître était soutenu par les baïonnettes fédérales.

Ce digne africain s'imaginait bonnement qu'il pouvait prendre un bateau d'assaut, parce qu'un officier du bord avait osé refuser de lui faire servir à boire dans la cabine des passagers. Il faut espérer qu'on lui donnera ce qui lui sera profitable.

Incendie.

Vers minuit, avant hier soir, pendant qu'il pleuvait à torrents, un agent de police, qui s'était blotti dans l'embrasure d'une porte, au coin des rues Levée et St-Joseph, a entendu crier au feu. Il s'est rendu aussitôt au No 236 de la rue Levée, où l'alarme avait été donnée, et il s'est aperçu que le feu avait pris au second étage de la maison.

Appelant deux pompiers, qui demeurent dans le voisinage, il a monté les escaliers avec eux, et guidé par la fumée, a pénétré dans une chambre, où il a trouvé une femme à demi-nue, couchée sur un méchant grabat enveloppé par les flammes. — Un petit enfant se tenait debout à côté d'elle poussant des cris de détresse.

Quelques seaux d'eau ont suffi pour éteindre ce commencement d'incendie. La femme, qui se nomme Mary Doyle, a été grièvement brûlée aux bras et à la poitrine. On l'a transportée à l'Hôpital de Charité, mais on a peu d'espoir de la sauver.

On explique ainsi l'accident : la malheureuse femme, étant ivre, a renversé sur son lit une lampe allumée, pleine d'huile de pétrole, et le feu s'est communiqué à son matelas.

Sans l'arrivée de l'officier de police, elle aurait été brûlée vive.

Coup de pistolet.

Hier soir, vers huit heures, un homme dont le nom est inconnu, a tiré un coup de pistolet, sans provocation aucune, sur le cocher d'un char de la ligne de Jefferson, portant le No 2, et l'a atteint à la joue droite. La blessure est très grave, mais elle n'est pas mortelle.

Le malheureux, qui se nomme John Daverse, a été conduit à l'hôpital de Charité et son agresseur s'est enfui.

TEMPERATURE. — 5 Novembre 1873. Thermomètre de C. DURNELL, opticien Fahrenheit. Centigrades

6 A. M.	70	21
12 M.	68	20
3 P. M.	68	20
6 P. M.	68	20

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS A BORDEAUX.

BORDEAUX, 14 octobre.

On lit dans la *Gironde* :

" Le maire de Bordeaux, l'administration municipale et un grand nombre de membres du Conseil ont été reçus, aujourd'hui, dans les salons de la préfecture, par M. le ministre des travaux publics.

" M. Emile Fourcand, au nom de la municipalité bordelaise, a exprimé sa satisfaction de voir que M. le ministre se rendait dans notre ville pour étudier par lui-même les questions si importantes, du dévasement de notre port, de l'amélioration des passes du fleuve et des travaux des docks.

" M. le maire a ajouté que la ville de Bordeaux, par son dévouement patriotique, son amour de l'ordre et du travail, était digne de toute sollicitude pour ses intérêts maritimes, qui sont un des principaux éléments de sa prospérité.

" M. le ministre a répondu qu'il laissait à ses collègues du cabinet les questions qui touchent plus spécialement à la politique ; mais qu'en ce qui concerne les travaux du gouvernement, il faut travailler, améliorer ce qui existe, il n'était pas venu cette tâche plus modeste, mais non moins utile, de donner une impulsion aux grands travaux qu'on peut rêver le plus.

Il a voulu voir et étudier sur les lieux les questions qui touchent aux intérêts maritimes de Bordeaux. Partisan du libre échange, il fera tous ses efforts pour en développer l'expansion en facilitant les transactions entre les peuples. C'est sur ces points qu'il s'est rencontré plusieurs fois déjà avec le maire de Bordeaux et c'est dans cette pensée qu'il est venu visiter notre cité.

L'Indépendant de Saintes publie le texte d'une adresse aux députés de la Charente-Inférieure, qui se couvre de signatures dans la Saintonge.

Nous y lisons que les populations de la Charente-Inférieure éprouvent une répulsion invincible pour toute restauration de l'ancien régime, et qu'elles sont exclusivement attachées au drapeau tricolore, et, comme vient de l'écrire M. Thiers, " à toutes les choses dont il est l'emblème. "

D'après les renseignements qui offrent toute authenticité, dit le *Gaulois*, les signataires de la dépêche dont il a été question au procès Bazaine et qu'on attribuait à M. de la Guéronnière, seraient M. Fleury et M. Bouré, l'un ambassadeur de l'empire à Constantinople, l'autre à Saint-Pétersbourg.

—L'Espagne a annoncé une modification dans ses tarifs douaniers. A dater du 1er novembre prochain, tous les produits espagnols exportés, devront payer un droit de 5 00. Le gouvernement espagnol a également fait savoir que les limites douanières se trouveraient reculées sur celles des territoires occupés par ses armées, et que les marchandises entrant en Espagne par leurs lignes, auraient à payer les droits, comme elles le faisaient précédemment aux Pyrénées.

LES NOUVEAUX CURÉS DE GENÈVE— Nous lisons dans la *Patrie* :

MM. Charles-Hyacinthe Loyson, Fortuné Chopard et Martin Hurtault, élus curés à Genève par 1,300 libres-penseurs, ont prêté serment ayant-hier devant le conseil d'Etat. M. Vautier, président du conseil d'Etat, leur a adressé une allocution. Dimanche prochain, les nouveaux curés seront installés et les derniers vestiges du culte catholique auront disparu de Genève.

Un autre journal donne le texte du serment qui a été prêté à Genève, conformément à l'article de la loi du 8 septembre 1873, par MM. Loyson, Chopard et Hurtault, élus, dimanche dernier, curés de la paroisse de Genève :

Je jure devant Dieu de me conformer strictement aux dispositions constitutionnelles et législatives sur l'organisation du culte catholique de la république et d'observer toutes les prescriptions des Constitutions et des lois cantonales et fédérales.

Je jure encore de ne rien faire contre la sûreté et la tranquillité de l'Etat ; de prêcher à mes paroissiens la soumission aux lois, le respect envers les magistrats et l'union avec tous leurs concitoyens.

—Le bruit court à Berlin que la reine douairière de Prusse perd plus de 700,000 thalers par la faillite de la fameuse banque berlinoise Quistorp. On parle encore d'une autre prince de la maison royale qui serait engagé pour de plus fortes sommes. Les feuilles viennoises disent qu'on commence à comprendre pourquoi la Banque de Prusse avait daigné intervenir à deux reprises dans une entreprise qui était condamnée à sombrer.

—La propriété foncière à Paris :

Les doléances des architectes, constructeurs, entrepreneurs et autres industriels qui vivent du bâtiment vont *crescendo*, et nous entrons dans une double période politique et climatérique telle qu'il n'est pas permis de supposer qu'elles vont avoir une raison de prendre fin. Nous avons voulu nous rendre compte de la valeur de ces plaintes en recherchant quelle avait été, pendant le 1er semestre de 1873, l'importance des ventes de terrains à bâtir. On sait qu'il y a quelques années les terrains manquaient aux constructeurs. Voyons donc où nous en sommes aujourd'hui.

Pendant le premier semestre de cette année, il a été vendu dans les vingt arrondissements de Paris réunis, cent trente-quatre lots de terrains, savoir : Dans le 1er arrondissement, 0 ; dans le 2e, 1 ; dans le 3e, 1 ; dans le 4e, 0 ; dans le 5e, 9 ; dans le 6e, 1 ; dans le 7e, 8 ; dans le 8e, 15 ; dans le 9e, 6 ; dans le 10e 1 ; dans 11e, 20 ; dans le 12e, 11 ; dans le 13, 6 ; dans le 14e, 5 ; dans le 15e, 56 ; dans le 16e, 22 ; dans le 17e, 8 ; dans le 18e, 0 ; dans le 19e, 8 ; dans le 20e, 13.

On voit que c'est là un bien maigre résultat pour une ville comme Paris, et si le prix de vente quand le batiment va, tout va" doit être pris à la lettre, nos autres industries ne doivent pas beaucoup prospérer.

Il y a cependant cette remarque à faire, c'est qu'en dépit de toutes les circonstances désastreuses que nous traversons, les cours n'ont pas subi une baisse appréciable et les terrains sont aussi élevés de prix en 1873 qu'en 1866.

—Nous avons, à plusieurs reprises, parlé d'un vol de 400,000 fr. de diamants, commis rue Scribe, à la taverne Wells, et annoncé que la justice avait fait arrêter le voléd. M. Edward Peake, qu'elle soupçonnait d'être son propre voleur.

M. Peake s'y refusé de faire aucun aveu. Nous ne nous étonnons pas maintenant qu'il n'ait cessé de repousser avec énergie l'accusation portée contre lui....

Le juge d'instruction vient de reconnaître qu'il était innocent, et que M. Peake a été mis en liberté avant-hier.

Reste à trouver le vrai coupable ; si on ne l'découvre pas, ce ne sera pas la faute de la police de sûreté.

—Nous traduisons littéralement cette phrase de Suétone.

" Lorsque Vespasien fut édile, Caligula le fit couvrir de boue, un jour qu'il n'avait pas fait balayer les rues à son gré. "

Le moyen était un peu prompt, mais Rome pensait pour être d'une propreté!...

Commande de Rasoirs en Nacre d'Orient! Un assortiment de rasoirs en nacre de 1re qualité, avec étuis, vient d'arriver par le navire Marquise, parfaitement en ordre. Pour vente à Messrs. CHAMPION & CO., 5 nov—1m 5 Carondelet, coin Common.

Nouveau Crémone à 10 cents le verre. Le plus délicieux rafraîchissement connu. Pour vente au CRÉMONE, 5 nov—1m Coin des rues Carondelet et Common.

Le tout se vendra au plus bas prix du marché. Les échantillons sont invités à venir examiner le stock D'ARTICLES FRAIS D'HIVER qui vient d'arriver et qui sera exposé en vente publique dans le magasin de la Bourse, 5 nov—1m

Pierre Bazaine eut trois filles et trois fils.

L'un des fils, à sa sortie de l'Ecole polytechnique, fut placé dans l'administration des ponts et chaussées.

Le deuxième fils se destinait à la profession d'imprimeur ; mais il mourut jeune.

Le troisième fut un militaire assez distingué, et qui mourut en service. Il laissa trois enfants, deux fils et une fille. L'aîné est cet ingénieur en chef distingué, à qui Napoléon III remit la croix d'officier de la Légion d'honneur en 1861, lors de la création de la ligne de Montargis à Nevers. "Vous venez de faire une ligne utile au pays, lui dit l'empereur, et votre carrière compte de nombreux et importants travaux. Vous êtes frère du *général Bazaine, l'un de mes bons généraux* ; c'est cela qui a motivé que je vous donne la croix d'honneur."

A cette époque l'aîné des Bazaine comptait plus de trente années de services consacrés à la construction des chemins de fer en France.

Sa sœur avait épousé M. Clapeyron, ingénieur en chef des mines et membre de l'Institut.

Le troisième enfant est Achille Bazaine, né à Versailles, et qui passa sa jeunesse avec sa mère, son frère et sa sœur, à Paris, dans un appartement assez modeste de la rue du Cherche-Midi. Malgré cela, la famille allait de temps à autre passer les vacances à Blesmé, jusqu'au moment où les enfants durent songer à entreprendre une carrière.—Les états de service du maréchal, que tout le monde a la plupart commencement à connaître, nous dispensent de suivre Achille Bazaine depuis son entrée au service militaire.

—Le comte de Chambord en est pour ses frais de manifestes et de lettres à Rodez, à Franchien et autres gentilshommes.

Impossible de s'entendre sur la question du drapeau. Nous espérons, entre parenthèses, que quelque camelot du boulevard nous donnera cette question pour nos étrennes, à la façon de la célèbre *question romaine*.

En attendant, le drapeau a tout fait échouer.

On ne dira plus désormais de quelqu'un qui ne réussit pas :

—Il a remporté un vaste.

Mais :

—Il a remporté son drapeau !

—La fusion ne pouvant plus se développer dans la politique s'incarne dans la nouvelle.

Bien de plus nous annonce l'apparition du fiche national :

Rien de plus joli, de plus coquet, de mieux porté — une merveilleuse fin ! C'est une petite cravate tricolore — mais avec le bleu blanc rouge à rebours.

Ces dames, elles aussi, veulent protester contre le fameux drapeau !

Et puis, ça va si bien au teint !

Vous verrez que la cocarde tricolore, le fichu national sera très à la mode — surtout parmi nos patriotiques bourgeoises.

Tout le monde s'y met.

—On écrit de Bogota, qu'on vient de découvrir au Pérou une statue monumentale portant une inscription de huit lignes écrites en caractères phéniciens très bien conservés.

Ce monument serait dû élevé par une petite colonie d'habitants de la Médie, en l'an IX ou X du règne de Hiram, contemporain de Salomon, soit dix siècles avant l'ère chrétienne.

D'après l'inscription, ces individus, embarqués au port d'Aziongaber (Boy-Akuba), seraient restés pendant onze lunes (douze mois), au large de la terre d'Egypte (l'Afrique) ; entraînés par les courants, ils auraient débarqué à Gonayaquil, dans le Pérou. La pierre porte les noms des voyageurs.

LE ZÈBRE ET L'ANE. — M. Charles Levêque a écrit, dans un des derniers numéro de la *Revue des Deux-Mondes*, un très joli article qu'il a tiré de sons du beau chez les bêtes :

" On cite, dit-il à ce propos, une femelle de zèbre, qui refusait tout apparigne avec un âne, et qui l'accepta dès qu'on l'eut peint des couleurs du zèbre. "

L'estimable anadémicien fen Vienet eût fait sur cette remarque, une fable extrêmement piquante, dont je vois d'ici la moralité :

C'est de vous qu'il s'agit, gens de la fusion.
Vous voulez que le roi, dans cette occasion,
Prenne les couleurs qu'aime la nation.
Il les prendra, soyez en certains.
Vous voilà satisfaits : mais point d'illusion :
Gratiez le zèbre, il reste un âne.

A. T..., a laissé des mémoires... autant pour ses futurs lecteurs que chez ses anciens fournisseurs.

Peu de temps avant sa mort, un de ses amis lui demandait ce qu'ils contiendraient.

Entre autres choses neuves, répondit-il, une qui est incroyable, extraordinaire, inouïe !.....

Laquelle donc ?

—L'éloge des amis qui m'ont prêté de l'argent.

Comment on se fait une clientèle permanente.—Si vous ne vous êtes jamais servi de SAPOLIO, ce que vous irez chez votre épicier dites lui que vous en voulez une brique ; celle-ci ne vous coûtera que dix cents. Revenez chez vous, savourez la maison et mesure que vous trouverez une tache dans la peinture, les meubles, les tapis, &c., &c., que cette tache soit de la boue, de la graisse, du goudron ou toute autre chose, frottez-la avec du SAPOLIO de la manière qui vous est indiquée, puis ramassez les objets en lambeaux et en cendres, les crachats, les chenilles, bottes-en-les, faites-en rebut. Lorsque vous aurez fait tout cela une seule fois, les frais de l'argent seront amortis positivement que leur emploi a une autre admirable qui ne l'abandonnera jamais.

Novembre—4t—d.c.

Décédé à New-York, le 28 octobre 1873, HIPPOLYTE EMILE MIFFLARD à l'âge de 32 ans et 4 mois.

Société Italienne di Mutua Beneficenza. — Sono invitati i membri della suddetta Società ad intervenire quest' oggi 6 ore, alle ore 1 P.M., al funerale di GENEROSO B. DELLA VALLE. Il detto funerale partirà dall' ultimo suo dimora No 227, strada San Ciande, tra Dumaine e San Philipp.

1 Secretario, E. TROIS.

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association of Louisiana, No 19 de la rue du Camp — Nlle-Orléans, 1er novembre 1873. — Les membres de cette Société sont informés de la mort de D. J. FLEURY, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 7 mai 1873 ; de la mort de RICHARD ENGLAND, décédé, à la Nouvelle-Orléans, le 16 mai 1873. Ils sont requis, sans autre avis, de se présenter aux bureaux de la société, No 19 de la rue du Camp, c'est au 15 décembre 1873, à 4 heures de l'après-midi, et d'y payer 81 25 sur chacun de ces décès.

R. W. YOUNG, Secrétaire.

2 nov—4d 9 nov

ENTREPOT DE TAPIS.

No. 37 de la rue de Chartres.

A. BROUSSEAU, Importateur, Offre, en Gros et en Détail,

TAPIS—1000 pièces, anglais et américains, TOILES CIRÉES, à planchers, de table et émaillées. — RATIER — 1000 rouleaux Nattes blanches, à carreaux et fantaisie.

STORES, Corniches, couvertures de tables et de lits.

SIÉMAUX en dentelle et dentelle Mouhinghan.

BROCATELLES, COTELINES, tentes, reps, &c.

CRIN, guimps, paletots, &c., &c. Nov—4PP

ENTREPOT DE TAPIS ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

168.....RUE DU CANAL.....168

REÇOIVENT, en ce moment, de nouveaux gas rose de—

TAPIS anglais, Velours et Bruxelles ;
TAPIS trois plis et 3-quais ;
TOILES Cirées de toutes largeurs ;
STORES, Corniches, &c., qu'ils offrent
Aux prix de New York.

15 sept—1m PP

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.

P. MALLARD,

53 et 55.....Rue Royale.....53 et 55

VIENT d'ajouter à ses stock un bel assortiment de meubles de salon, de chambre à coucher, etc., le tout à des prix d'un bon marché sans précédent. Il invite le public à venir examiner ses marchandises avant d'acheter ailleurs.

Aussi, on peut acheter, en ce moment, chez lui : Un assortiment de salon, 9 pièces, depuis $100, Un assortiment de chambre à coucher, depuis $60.

Le tout de fabrication supérieure et matériaux de première qualité.

N. B.—Nous avons en dépôt une grande variété de meubles ordinaires exécutés dans le plus bref délai et à meilleur compte. Sept—1m PP

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association of Louisiana, No 19 du Camp — Nlle-Orléans, 1er novembre 1873. — Les membres de cette Société sont informés de la mort de D. J. FLEURY, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 7 mai 1873 ; de la mort de RICHARD ENGLAND, décédé, à la Nouvelle-Orléans, le 16 mai 1873. Ils sont requis, sans autre avis, de se présenter aux bureaux de la société, No 19 de la rue du Camp, c'est au 15 décembre 1873, à 4 heures de l'après-midi, et d'y payer 81 25 sur chacun de ces décès.

R. W. YOUNG, Secrétaire.

2 nov—4d 9 nov

ENTREPOT DE TAPIS.

No. 37 de la rue de Chartres.

A. BROUSSEAU, Importateur, Offre, en Gros et en Détail,

TAPIS—1000 pièces, anglais et américains, TOILES CIRÉES, à planchers, de table et émaillées. — RATIER — 1000 rouleaux Nattes blanches, à carreaux et fantaisie.

STORES, Corniches, couvertures de tables et de lits.

SIÉMAUX en dentelle et dentelle Mouhinghan.

BROCATELLES, COTELINES, tentes, reps, &c.

CRIN, guimps, paletots, &c., &c. Nov—4PP

ENTREPOT DE TAPIS ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

168.....RUE DU CANAL.....168

REÇOIVENT, en ce moment, de nouveaux gas rose de—

TAPIS anglais, Velours et Bruxelles ;
TAPIS trois plis et 3-quais ;
TOILES Cirées de toutes largeurs ;
STORES, Corniches, &c., qu'ils offrent
Aux prix de New York.

15 sept—1m PP

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.

P. MALLARD,

53 et 55.....Rue Royale.....53 et 55

VIENT d'ajouter à ses stock un bel assortiment de meubles de salon, de chambre à coucher, etc., le tout à des prix d'un bon marché sans précédent. Il invite le public à venir examiner ses marchandises avant d'acheter ailleurs.

Aussi, on peut acheter, en ce moment, chez lui : Un assortiment de salon, 9 pièces, depuis $100, Un assortiment de chambre à coucher, depuis $60.

Le tout de fabrication supérieure et matériaux de première qualité.

N. B.—Nous avons en dépôt une grande variété de meubles ordinaires exécutés dans le plus bref délai et à meilleur compte. Sept—1m PP

FREDERICKSON & HARTE,

PHARMACIENS et CHIMISTES

Au No 139

RUE LA RUE DU CANAL,

(Entrepôt Tours.)

2 nov—8 PP

Commandez de Rasoirs en Nacre d'Orient! Un assortiment de rasoirs en nacre de 1re qualité, avec étuis, vient d'arriver par le navire Marquise, parfaitement en ordre. Pour vente à Messrs. CHAMPION & CO., 5 nov—1m 5 Carondelet, coin Common.

Nouveau Crémone à 10 cents le verre. Le plus délicieux rafraîchissement connu. Pour vente au CRÉMONE, 5 nov—1m Coin des rues Carondelet et Common.

Le tout se vendra au plus bas prix du marché. Les échantillons sont invités à venir examiner le stock D'ARTICLES FRAIS D'HIVER qui vient d'arriver et qui sera exposé en vente publique dans le magasin de la Bourse, 5 nov—1m

Pierre Bazaine eut trois filles et trois fils.

L'un des fils, à sa sortie de l'Ecole polytechnique, fut placé dans l'administration des ponts et chaussées.

Le deuxième fils se destinait à la profession d'imprimeur ; mais il mourut jeune.